

P A X R O M A N A

COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR LA PROTECTION DES REFUGIES AFRICAINS

(Dakar, 12 - 16 Décembre 1982)

Le problème des réfugiés dans la Corne de l'Afrique

par

NEGEDE GOBEZIE
(Docteur en Droit)

PLAN

I. INTRODUCTION

II. POURQUOI CES REFUGIES?

III. SITUATION DANS LES PAYS D'ACCUEIL

- a) Les réfugiés ruraux
- b) Les réfugiés urbains

IV. Conclusions

Texte présenté au colloque sur " La protection de réfugiés Africains " organisé par le Mouvement International de Juristes Catholiques en décembre 1982 à Dakar et ensuite publié au mois de mai 1984 dans un ouvrage collectif intitulé " Afrique: terre de réfugiés, que faire?"

LE PROBLEME DES REFUGIES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE.

I. INTRODUCTION

La corne de l'Afrique est une région où se rencontrent la mer Rouge, l'océan Indien et le continent africain. C'est aussi un carrefour de premier plan entre le Moyen-Orient et l'Afrique, situé à proximité des points névralgiques pour l'approvisionnement de l'occident en pétrole. C'est encore une partie du monde où se conjugent de nombreuses contradictions ou conflits locaux: entre l'Ethiopie et la Somalie, entre l'Ethiopie et le Soudan, entre le Kenya et la Somalie, entre le régime militaire Ethiopien et les nationalistes Erythréens. Sans parler des répercussions des conflits voisins ou plus larges qui viennent compliquer le tableau: le conflit israélo-arabe, les rivalités entre pays arabes "progressistes" et "modérés" et surtout les conflits entre les superpuissances.

L'enjeu de la corne est si considérable que, en février 1977, quelques jours après la prise du pouvoir par MENGISTU H. MARIAME, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. Andrew Young déclarait:

" Ce qui se passe en Afrique austral-Angola, Mozambique, Namibie et Zimbabwe- est relativement secondaire pour le maintien de la paix mondiale, par rapport à ce qui se prépare dans la corne de l'Afrique." (L'UNITE, Hebdomadaire du Parti Socialiste, N° 276, décembre 1977.)

Cinq mois après, la plus grande guerre conventionnelle opposant deux Etats africains -l'Ethiopie et la Somalie- allait éclater dans le désert de l'Ogaden. On connaît la suite. A la faveur de cet affrontement et au prix d'une rupture avec son allié le plus fidèle en Afrique, l'Union Soviétique s'installe en Ethiopie. Le régime de Mogadiscio, lui, bascule dans le camp occidental et adhère à une coalition des Etats "modérés" de la région patronnée par l'Arabie Saoudite. C'est un renversement complet qui déclenche à son tour une vaste "redistribution de cartes" dans les alliances régionales.

Dans un tel contexte où de multiples intérêts contradictoires se télescopent, les alliances qui se forment peuvent sembler

ambiguës et parfois contre-nature. Ici, plus que nulle part ailleurs, les considérations idéologiques et religieuses cèdent le pas aux motivations nationalistes des uns et aux nécessités de géopolitique régionale et de stratégie mondiale des autres. Le soutien actif de la Libye et du Yemen du Sud- deux pays du "Front de la fermeté"- à l'Ethiopie n'a pas empêché Israël de toujours considérer l'ancien Empire du Negus comme le seul pays de la région ayant "des intérêts stratégiques communs" avec l'Etat hébreu. L'avènement d'un régime "pro-soviétique" à Addis Ababa n'a rien changé au fait que ce pays et le Kenya, solide allié de l'occident dans la région, soient les deux seuls pays africains à avoir entre eux un pacte de défense mutuelle...dirigé contre la Somalie qui est à la fois un allié de l'occident et adepte du "socialisme scientifique." L'Arabie Saoudite, pays anticommuniste s'il en est ne semble pas gênée outre mesure par cette idéologie affichée par son allié somalien....

Déroutés par cet imbroglio, et tenant le renversement des alliances comme le fait majeur survenu dans la corne depuis 1977, beaucoup d'observateurs oublient l'essentiel: les conflits locaux persistants et les péripéties de la révolution éthiopienne, qui ont rendu le terrain propice aux jeux des forces extérieures. Ce sont **pourtant** ces contradictions, exacerbées et utilisées par les superpuissances et des puissances régionales, qui continuent à mettre la région à feu et à sang et qui l'ont jetée dans une crise sans précédent dont le problème des réfugiés n'est qu'une des manifestations.

II. POURQUOI CES REFUGIES?

Les causes profondes de ce problème sont essentiellement d'ordre politique. On connaît les facteurs qui, partout dans le monde, provoquent les mouvements massifs de populations. Pour ne citer que les plus importants: les violations de Droits de l'Homme, les conflits politico-militaires à l'intérieur d'un Etat, la répression ethnique et religieuse, les problèmes des frontières et les conflits armés entre Etats voisins, les rivalités entre les superpuissances et entre des puissances régionales, les catastrophes naturelles les crises économiques

La "particularité" de la corne, c'est que tous ces facteurs s'y télescopent pour engendrer des tragedies, dont le drame des

réfugiés n'est qu'une des manifestations. Tous n'ont évidemment pas le même poids. Pour s'en convaincre et pour mieux saisir les facteurs déterminants il suffit de voir de plus près l'origine de ces réfugiés et l'évolution du problème dans le temps.

Le mouvement de réfugiés dans la corne de l'Afrique est, pour ainsi dire, à "sens unique." Sauf les 11000 Soudanais qui se trouvent en Ethiopie et les quelques 70 000 Zaïrois, Ougandais et Thadiens au Soudan, ces réfugiés sont dans leur quasi-totalité originaires de l'Ethiopie. Ils sont près de 450 000 au Soudan, plus de 1 500 000 en Somalie, 42 000 à Djibouti et près de 5 000 au Kenya.

Quant à l'évolution du problème dans le temps, on constate que l'exode de populations commence à prendre des proportions alarmantes en 1978. Au début de cette année, il n'y avait "que" 88 000 réfugiés en Somalie, 150 000 (en majorité Erythréens) au Soudan, à peine un millier à Djibouti et quelques centaines au Kenya. Ce qui fait au total un peu plus de 230 000. Aujourd'hui, le chiffre de 2 millions est largement dépassé.

La question qu'on peut se poser dès lors est celle de savoir pourquoi l'Ethiopie, ou plutôt le régime militaire éthiopien, est devenu le plus grand "producteur" de réfugiés au monde?

La fin de l'année 1977 et le début de 1978 ont été marqués par une série d'événements internes et externes à l'Ethiopie qui ont eu pour effet de renforcer cette dictature militaire dont la politique se trouve à la base du problème de réfugiés dans la corne.

Au mois de mars 1978 l'armée éthiopienne, soutenue par les Soviétiques et leurs alliés, parvient à repousser l'invasion somalienne. Quelques mois après, "l'offensive du nord" oblige les combattants érythréens à évacuer toutes les grandes villes qu'ils occupaient depuis des mois et à se retirer dans les montagnes du Sahel au nord de l'Erythrée. Contrairement aux idées répandues, ce ne sont pas les guerres "conventionnelles" des années 1977-78 qui ont déclenché les exodes massifs. C'est à la fin de ces guerres, du moins dans leur phase "classique" qu'a commencé qu'un expert des Nations Unies a appelé le "Silent disaster." La victoire militaire sur les deux fronts, somme toute relative car la guerre de maquisards continue

à ce jour, et les revers subis par les forces démocratiques éthiopiennes ont fini par accélérer le processus de consolidation de la bureaucratie militaire à Addis Ababa, processus déjà amorcé au moment de l'invasion somalienne. La politique suivie par le régime s'est peu après révélée être la cause de cet exode qui touche aussi bien les villes que les campagnes.

Dans les zones rurales, et notamment celles de l'Erythrée, de l'Ogaden et des régions sud du pays, le régime sait très bien que ces "victoires" sont loin d'être définitives. Il poursuit donc une politique de répression non seulement pour "punir" les populations civiles soupçonnées de sympathie et de "collaboration" avec les ennemis du régime mais aussi pour conjurer tout danger de développement d'une guerre de guérilla s'appuyant sur ces populations. C'est donc une politique délibérée de "dépeuplement" des zones de conflits qu'entreprend le DERGUE en Ogaden et dans une moindre mesure en Erythrée et dans des régions du sud. Les puits sont bombardés, les récoltes brûlées et le bétail décimé. Les populations sont obligées soit de rejoindre les véritables "hameaux stratégiques" déguisés en "camp pour personnes déplacées" soit de fuir le pays. Un coup d'oeil sur l'évolution du problème telle qu'elle a été décrite par un médecin américain démontre clairement que c'est cette politique de "terre brûlée" poursuivie par le régime militaire qui est pour l'essentiel, à la base du drame :

" In mid 1978 there were 88 000 refugees in Somali camps. But by the end of 1979 the number has risen to 220 000. In the past three months the flight has become a flood tide with over 1 000 new refugees arriving daily. There are now 360 000 refugees in makeshift camps and American refugee experts in Africa forecast that a million homeless will be in Somali camps within a year." Cette même tendance peut être observée pour les réfugiés érythréens.

Année du début de l'exode massif des réfugiés d'origine rurale, 1978 sera aussi celle d'un tournant en ce qui concerne les réfugiés urbains. Les deux phénomènes ne sont d'ailleurs pas sans rapport. La politique chavine du gouvernement est la conséquence du revers subi par les forces démocratiques qui animaient le mouvement révolutionnaire jusqu'à la fin de 1977.

Les trois premières années de la révolution n'étaient pas simplement celle de grands décrets dont les plus importants abolissaient le féodalisme et la monarchie séculaires. A la faveur d'un mouvement de mass sans précédent dans l'histoire de l'Ethiopie, des millions de paysans, d'ouvriers et de citoyens se sont organisés à travers tout le pays. A la fin de 1976 il y avait 25 000 associations paysannes, 1 343 syndicats ouvriers de base et plus de 2 000 associations de quartier (KEBELES) dans les villes. Toutes ces organisations, issues des élections démocratiques, se sont érigées en pouvoir parallèle à l'ancien appareil d'Etat laissé par le régime féodal et en alternative démocratique au pouvoir de la "nouvelle" bureaucratie civile et militaire. C'est cette situation de "Double pouvoir" qui a amené les forces anti-démocratique à déclencher, à la fin de 1976, la terreur "blanche" qui n'était autre qu'une entreprise de liquidation physique des militants qui animaient ces organisations.

Après avoir soutenu, de façon plus ou moins conséquente, la montée de ces forces populaires, l'équipe de l'actuel chef d'Etat, effrayée par les risques de débordement démocratique, bascule à partir du mois d'avril 1977 dans le camp des partisans de "la loi et l'ordre." C'est le début de la "normalisation", à la quelle l'intervention soviéto-cubaine, elle même rendue possible par l'affaiblissement des forces patriotiques, vient prêter main forte. La "reprise en main" se solde par le démantèlement des organisations de masses. Elle sera acquise au prix d'une répression sans précédent dans l'histoire de l'Ethiopie. La politique de "terre brûlée" trouvera sa "version urbaine" dans la "terreur rouge" qui s'abat sur les opposants dans les villes du pays. C'est une répression d'autant plus massive, sévère et aveugle que les organisations démocratiques mobilisaient et encadraient toutes les forces favorables à la révolution et à l'indépendance nationale. Elle se soldera par plus de 30 000 arrestations et des milliers d'exécution sommaires.

Les rescapés de la terreur, élèves, étudiants, intellectuels, fonctionnaires, ouvriers, officiers et soldats rejoignent par milliers les réfugiés ruraux sur le chemin de l'exil.

III. SITUATION DES REFUGIES DANS LES PAYS D'ACCUEIL

Les réfugiés dans la corne de l'Afrique se trouvent concentrés dans des pays très pauvres. Les deux principaux pays d'accueil, la Somalie et le Soudan, font partie des 31 pays classés dans la catégorie des PMA. Djibouti est un petit pays sans aucune ressource agricole ou industrielle. Les problèmes socio-économiques auxquels ces pays doivent faire face se trouvent donc inévitablement aggravés par l'arrivée massive et soudaine de ces réfugiés. Ces derniers représentent 14% de la population à Djibouti, près de 25% en Somalie et plus de 5% au Soudan.

A ce poids démographique, propre à rompre l'équilibre économique et politique précaire de ces pays, vient s'ajouter la composition sociologique des réfugiés. En effet, plus de 85% des réfugiés d'origine rurale appartiennent au groupe qualifié de "vulnérable": enfants, femmes seules, personnes âgées et handicapés. Quant aux hommes, voyons ce qu'en dit un observateur des camps en Somalie: "The men in these families are gone. Some have been killed in the sputtering Ogaden war many in bombings and strafing raids that have characterized Cuba's and Russia's contribution to the overt Ethiopian effort at permanently depopulating the contested area; other men continue to fight in one of the Somali Liberation Front units while a few remain in the bush with their dying cattle."

Arrivée massive de populations souvent "vulnérables" dans des pays qui sont eux-mêmes aux prises avec des difficultés économiques, politiques et sociales... c'est la conjugaison de ces facteurs qui détermine pour l'essentiel les conditions d'existence des réfugiés dans les pays d'accueil. Ceci dit, il y a une grande diversité de situations et de besoins parmi les réfugiés. Les besoins et les aspirations des jeunes citadins venus d'Addis Ababa ou d'Asmara sont bien différents de ceux des nomades de l'Ogaden ou des paysans montagnards du nord. Les problèmes de leur accueil et de leur installation se posent, de ce fait, dans des termes différents. C'est pour cela qu'il faut examiner séparément le cas de réfugiés ruraux et celui des exilés d'origine urbaine.

a) Les réfugiés ruraux

Près de 85% des réfugiés dans la corne sont d'origine rurale. Leur exil a été déclenché par les conflits armés qui ont ravagé leurs régions d'origine. Dans ces cas, ces populations passent de l'autre côté de la frontière et leur mouvement s'arrête à la première localité où elles s'estiment en sécurité. Autant que possible et dans l'espoir d'un retour prochain, elles ont tendance à s'installer dans les régions frontalières.

Ces mouvements s'effectuent donc dans la précipitation et la confusion. Les réfugiés s'installent spontanément et en ordre dispersé, sans tenir compte des structures d'accueil mises sur pied par les gouvernements et les organisations d'assistance. L'insuffisance de l'infrastructure soci-économique dans ces régions de premier accueil, souvent reculées, aggrave un peu plus le problème de l'acheminement de l'aide. Dans ces conditions les premières semaines de l'exil sont inévitablement les plus dramatiques. Ceci d'autant plus que les réfugiés arrivent dans un état d'épuisement qui les rend vulnérables à toute sorte de maladies. En 1979, à la suite d'une visite effectuée à un camp de transit à la frontière somalo-éthiopienne, un médecin américain notait:

" Infectious diseases - malaria, tuberculosis, hepatitis, dysentery, bronchitis - are rife and the potential for a truly decimating epidemics of cholera, for example, is frighteningly predictable. The death rate is astronomic; in one camp of 41 000 women and children, there had been 2 000 deaths in the last two weeks, with 41 pregnant women having died from dysentery during the week I visited the camp."

Une fois cette phase critique franchie, les autorités et les organisations d'aide commencent à envisager des solutions à long terme. Des trois solutions théoriquement possibles, seule l'installation locale semble appropriée dans le contexte tourmenté de la corne.

Le rapatriement volontaire, qui serait la solution idéale, demeure un rêve lointain tant que dureront les conflits et la dictature militaire à Addis Ababa. Les soi-disant décrets d'amnestie, annoncés par le Dergue n'ont pas, à ce jour, soulevé l'enthousiasme des réfugiés. L'autre solution, la réinstallation dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, est difficilement envisageable, dans la mesure où ces pays se montrent très réticents même pour accueillir les réfugiés intellectuels et d'origine urbaine.

Reste donc la solution d'installation locale qui est une entreprise difficile et complexe. L'objectif est de permettre aux réfugiés d'être autonomes et d'atteindre un certain niveau de vie. Etant donné l'origine rurale des intéressés l'installation locale prend souvent la forme de petites unités d'exploitation agricoles ou artisanales. Les pays d'accueil ne peuvent évidemment pas financer ces projets, sans risquer des retards dans leurs propres plans de développement. Leur réalisation dépend donc de l'assistance internationale. La tâche est d'autant plus énorme que toutes les infrastructures (écoles, dispensaires, routes...) doivent être créées de toutes pièces ou presque. Même lorsque le financement de ces divers projets est possible, d'autres facteurs viennent ajouter une nouvelle dimension au problème de l'assistance. L'expérience d'accueil et d'installation de réfugiés au Soudan, a révélé un certain nombre de problèmes que l'on peut considérer comme "spécifique" à l'installation de réfugiés dans les pays en voie de développement. Ces problèmes, qui sont à la fois d'ordre économique, politique et social, ont amené les autorités de ce pays à définir une politique d'installation locale dont les principaux composants peuvent être résumés comme suit:

1) L'installation des réfugiés dans une région donnée ne doit pas entraîner une baisse du niveau de vie de la population locale.

2) L'assistance internationale ne doit pas être conçue de façon à permettre aux réfugiés de jouir d'un niveau de vie plus élevé que les nationaux.

3) Elle ne doit pas non plus inciter ceux qui sont restés au pays à s'exiler pour des raisons purement économiques.

4) Les infrastructures mises sur pied à l'intention des réfugiés doivent, dans la mesure du possible, bénéficier aux nationaux.

5) Les projets doivent s'insérer dans le cadre du plan de développement régional et national.

Ces recommandations, faites par le " National Committee for Refugees " et acceptées par les autorités Soudanaises, sont motivées par des considérations politiques compréhensibles. Elles sont de nature à éviter des jalousies et des tensions entre les étrangers et les nationaux. La politique à suivre par les organisations d'aide aux réfugiés serait donc non seulement d'accroître le volume d'aide pour répondre également aux besoins de ces derniers, mais aussi d'oeuvrer en vue d'une meilleure coordination entre l'effort humanitaire et celui entrepris en faveur du développement des pays d'accueil.

b) Les réfugiés urbains

Le réfugié urbain est avant tout un individu, sa fuite vers le pays voisin est un acte réfléchi et organisé. Il est plus politisé, plus instruit et plus ambitieux que ne le sont les réfugiés ruraux. Il ne se contente pas, comme ces derniers, de la première localité d'accueil. Il vise plus loin: la capitale du pays d'asile et/ou l'Europe ou l'Amérique du Nord. Ceci afin de poursuivre ses études ou de trouver un emploi qui corresponde à sa formation ou à son ambition sociale.

Même s'ils sont moins nombreux (15% des réfugiés), ils constituent une lourde charge pour les pays d'accueil. Au Soudan, ils sont 50 000 à Khartoum. Sur les 300 000 habitants que compte Port Soudan, ils sont près de 40 000. A Djibouti, sur les 42 000 réfugiés que compte le pays, 24 000 vivent dans la capitale. Quant au Kenya, plus de 90% des 5 000 réfugiés éthiopiens se trouvent à Nairobi. En Somalie, on sait que seul 1/3 vivent dans les camps installés à leur intention. Les autres vivent parmi les populations, dans les campagnes

et dans une moindre mesure à Hargessa et Mogadiscio. Même s'il est difficile d'avancer un chiffre exact, on peut dire que quelques dizaines de milliers vivent dans les centres urbains.

Leur fort pourcentage les met en situation de concurrence avec la population locale. Comme le notait le commissaire soudanais aux réfugiés: " La plupart de ces réfugiés s'installent spontanément dans les villes, où ils doivent partager les services médicaux, la nourriture, l'eau et les transports publics avec la population locale. Ces services ne sont même pas suffisants pour nos propres besoins. Aussi cela impose une lourde charge à notre économie nationale."

La composition sociologique de ces populations, et leurs aspirations légitimes à la promotion sociale, sont de facteurs supplémentaires de concurrence. Par rapport aux réfugiés ruraux, les proportions par groupe d'âge et niveau d'instruction sont ici inversées.

Une enquête menée au Kenya a montré que les enfants de moins de 5 ans ne représentent que 13% alors que les personnes en âge de travailler - de 18 à 60 ans - sont plus de 66%. La représentation des sexes donne 2/3 d'hommes pour 1/3 de femmes. Quant au niveau d'instruction, seul 12% d'entre eux se trouvent dans la tranche "aucune scolarité". Pour les autres la répartition s'établit comme suit: 28% primaire, 20% formation professionnelle, 27% secondaire et 13% supérieur.

Le réfugié urbain "type" recherche donc un emploi ou une formation dans des pays où la compétition dans ces domaines est intense. Comment satisfaire les aspirations des étrangers lorsque le pays d'accueil connaît un taux de scolarisation inférieure à 50%, et un taux de chômage qui peut toucher jusqu'à 40% de la population active, comme c'est le cas à Djibouti?

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, d'apprendre que selon les enquêtes réalisées à Khartoume, seul 5 à 10% des réfugiés ont un emploi. Le chiffre s'élève à 14% pour Nairobi. Quant aux problèmes de la scolarisation, la situation est telle que les gouvernements des pays d'accueil sont parfois obligés de recourir

à des solutions extrêmes. Ainsi, au Soudan, le gouvernement local de la région de Kassalla, où 11% des élèves dans les écoles primaires sont des réfugiés, leur a purement et simplement interdit l'accès des écoles secondaires. Comme l'indique une résolution du conseil provincial adoptée en 1981:

" The provincial people's council has adopted a resolution by which refugee children are not allowed to be admitted to intermediate and secondary schools."

Le réfugié urbain, chômeur, mal logé dans les quartiers les plus pauvres des villes, sans moyens d'existence réguliers et suffisants, est donc en proie à des problèmes matériels et psychologiques graves. Si déracinement, solitude et incertitude sont quelques-uns des sentiments ressentis par tout exilé, ils le sont plus durement encore chez le réfugié urbain. La marginalisation dont il souffre est encore aggravée par l'attitude des gouvernements et des populations qui ont parfois tendance à l'accuser de toutes les pénuries, de la montée des prix, du chômage, de la délinquance etc...

Les remèdes proposés ne répondent pas toujours aux vœux des intéressés. Une des solutions envisagées consiste à les transférer dans les zones rurales où le mode de vie, le travail de la terre, la vie en collectivité et les relations avec les paysans leur sont étrangers. Les tentatives visant à imposer cette solution ont échoué, même si les autorités locales ont été amenées parfois à recourir à des rafles pour "décongestionner" les villes.

L'autre solution, notamment testée au Soudan, est le " wage earning settlement", conçue entre autres choses, pour éviter aux réfugiés un nouveau déracinement. Il s'agit d'installer ces exilés dans des quartiers construits près des grandes villes où ils peuvent travailler à leur compte à la tête d'une petite commerce, d'une petite industrie ou d'un atelier artisanal. C'est une solution raisonnable même si les jeunes et les intellectuels ne la

considèrent pas comme la voie idéale. A défaut de formations universitaires ou d'emploi correspondant à leur qualifications professionnelles, ces derniers tentent de s'installer dans les pays d'Europe ou d'Amerique du Nord. Mais le moins que l'on puisse dire est que ces pays sont très réticents à accueillir des réfugiés africains. Les Etats-Unis, qui offrent les plus grandes possibilités de réinstallation, ont accepté en 1981 moins de 3000 réfugiés de ce continent. A titre de comparaison on peut citer le cas de 130 000 réfugiés d'Indochine accueillis dans ce pays pendant la même année.

III. CONCLUSION

La solution idéale serait le rapatriement volontaire. Mais le retour au pays ne peut pas être envisagé tant que les causes politiques qui sont à l'origine du drame ne seront pas éliminées. Il est évident que, dans le contexte tourmenté et complexe de la corne de l'Afrique, le combat pour la paix et la démocratie ne peut progresser que très lentement. Dans l'intervalle, tous ceux qui se sentent concernés par la souffrance de ses populations doivent continuer et accroître leur assistance. Sur ce plan il est clair que beaucoup reste à faire. L'Afrique, "continent de réfugiés" n'a pas jusqu'à ce jour, reçu l'attention qu'elle mérite du fait de ce triste privilège. Comme le notait un fonctionnaire de l'UNHCR: " The share of an African refugee from the international assistance is 22 US whereas a refugee from other parts of the world receives 56 US."

Cette situation est d'autant moins justifiée que les nouvelles dimensions prises par ce problème dans les pays africains sont de plus en plus reconnues par les organisations humanitaires qui travaillent sur le terrain.

Comme on l'a vu plus haut, l'assistance aux réfugiés implique de plus en plus une notion de partage avec les nationaux. Voyons à ce sujet ce qu'un représentant des ONG au Soudan déclarait à

la conférence sur les réfugiés au Soudan, tenue à Khartoume en septembre 1982:

" We believe that there is little or no **distinction** between the refugees and a large segment of the Soudanese people in regard to sharing pain, suffering, deprivation and the 'urge to live'. We cannot compartmentalize our genuine and abiding concern for the Sudanese people and the plight of refugees. Our concern is indivisible. We attempt to extend assistance in equal measure for we believe in a Sudanese community that is based on mutual respect and mutual recognition of the particular needs of the different groups living in the Sudan."

Ensuite, il devient de plus en plus claire qu'au-delà de l'aspect humanitaire, l'assistance aux réfugiés dans les pays en voie de développement doit s'intégrer dans le cadre plus vaste du développement de ces pays. Comme le notait un fonctionnaire de l'UNHCR à cette même conférence:

" There is now an increasing awareness within the international community that the traditional distinction between humanitarian relief and development assistance needs to be reviewed."

La conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique tenue à Arusha(Tanzanie) en 1979 est plus explicite. Le point 10 de la déclaration finale soulignait cette idée en affirmant: " The conference stresses that the programme covering rural refugees should be planned and implemented within the context of national, sub-regional and regional endeavours."

C'est seulement en répondant de façon positive à ces divers problèmes que la communauté internationale peut relever le défi lancé par ce "silent disaster" que sont en train de vivre plus de deux millions de réfugiés dans la Corne de l'Afrique.